



# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34 08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 321 JEUDI 5 JUILLET 1979 4 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## Vietnam, France et compagnie...

# CHACUN EXPULSE SES INDÉSIRABLES

### Editorial

Giscard-Barre-Bonnet :

« Immigrés,  
merci d'être venus... »

**D** EPUIS une quinzaine de jours, on assiste à travers le monde occidental, et en particulier en France, à un concours de lamentations. A gauche, à droite, les gémissements fusent et l'union sacrée se réalise à propos des Vietnamiens en détresse. Même Sartre, cette vieille girouette, au sortir de la cellule de Baader, n'hésite pas à aller cirer les pompes du locataire de l'Elysée, pour redorer un blason défraîchi et permettre aux politiciens de se refaire une clientèle.

Que le génocide du sud-est asiatique ne fasse pas oublier que les pays de cette région du globe n'ont pas l'exclusivité en matière d'expulsion.

En effet, chez nous, dans notre doux pays de France, terre d'asile et de liberté comme chacun le sait, le renvoi dans leurs contrées des gêneurs, basanés de préférence, est entrée dans les mœurs.

La différence entre les pays « barbares » et la France « civilisée », est que cette dernière a pu faire légaliser cet état de fait par son Assemblée nationale, alors que les bureaucrates et tortionnaires vietnamiens ne voient pas la nécessité de justifier par des lois leurs sales besognes.

La politique choisie récemment envers l'immigration, comme les expulsions qui continuent, n'ont pas très bonne presse, et pour faire oublier cela les événements survenus à des milliers de kilomètres sont tombés à point. Comme la liberté, la publicité n'est pas la même pour tous.

A propos de publicité, le PS a tout de suite ce qu'il pouvait tirer d'un soutien opportun et tapageur aux immigrés. Dans une belle envolée, Mitterrand a déclaré aux résidents de Garges-les-Gonesses victimes de la répression, ces mots historiques : « Nous ne vous abandonnerons pas ». Ils sont prévenus. A partir de maintenant ils sont assurés d'un non-appui des frères jumeaux PC-CGT (électorat oblige) et d'une future non-intervention du PS.

Malheureusement, aux premières loges pour les accidents du travail, aux premières lignes pour les travaux pénibles, les résidents de Garges et d'ailleurs apparaissent bien seuls. Aucune mobilisation sérieuse et profonde des travailleurs ne s'est encore effectuée pour diverses raisons. Et les immigrés apparaissent de plus en plus comme la fraction de classe la plus combattive, mais la plus exercée politiquement. C'est peut-être là leur courage.



ÉCONOMIE D'IMMIGRÉS

Pop. 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

**AISNE** : SOISSONS  
**ALLIER** : MOULINS  
**ALPES-MARITIMES** : ANTIBES  
**AUBE** : TROYES  
**B.-D.-R.** : MARSEILLE-AIX  
**DOUBS** : BESANCON  
**EURE-ET-LOIR** : GROUPE BEAUCE-  
 RON  
**GARD** : GROUPE DEPARTEMENTAL  
**GIRONDE** : BORDEAUX-CADILLAC  
**ILLE-ET-VILAINE** : RENNES  
**INDRE-ET-LOIRE** : TOURS  
**ISERE** : GRENOBLE  
**LOT** : GROUPE DEPARTEMENTAL  
**LOT-ET-GARONNE** : FUMEL-AGEN  
**MAINE-ET-LOIRE** : ANGERS  
**MANCHE** : ST-LO  
**MORBIHAN** : LORIENT  
**NIÈVRE** : NEVERS  
**NORD** : MAUBEUGE  
**FACHES-THUMESNIL**  
**ORNE** : LA FERTÉ MACÉ-FLERS  
**PAS-DE-CALAIS** : HENIN-BEAUMONT  
**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** : BA-  
 YONNE - BIARRITZ  
**RHÔNE** : LYON  
**HAUTE-SAVOIE** : ANNECY  
**ANNEMASSE**  
**SEINE-MARITIME** : ROUEN - LE  
 HAVRE  
**SOMME** : AMIENS  
**TARN-ET-GARONNE** ET **AVEYRON** :  
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE  
**VAR** : RÉGION TOULONNAISE  
**YONNE** : FÉDÉRATION DÉPARTE-  
 MENTALE  
**HTE-VIENNE** : LIMOGES

**BELGIQUE**  
**SUD-LUXEMBOURG**

\* \* \*

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES  
 DES ORGANISMES SOCIAUX  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 (édite *Voie Libre*)  
 - LIAISON DU LIVRE

- CERCLE INTER-BANQUES

\* \* \*

Groupe de Troyes : les 1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1<sup>er</sup> porte à gauche).

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : tous les mardis de 20 h à 21 h à la MJC rue de la Paillette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 21<sup>e</sup>.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon (GAL) : tous les lundis à partir de 20 h 30, 78 rue Denfer Rochereau - 69 004 Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Teller au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré, Courrier St-Roch à Amiens.

Groupe Voline : 26, rue Piat-Paris 20<sup>e</sup>. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Elisée Reclus d'Als-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

Atelier du Soir : pour tout contact, écrire à Atelier du Soir BP 14 - IGNY 91 430

Liaison St-Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local CNT-SLA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Etienne.

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures

### RÉGION PARISIENNE

**PARIS** : 10 groupes répartis dans les  
 arrondissements suivants : 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>,  
 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - FRESNES NORD, L'HAY  
 - MASSY PALAISEAU  
 - ATELIER DU SOIR  
 - ORSAY BURES  
 - SAVIGNY SUR ORGE  
 CORBEIL ESSONNES  
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-  
 MARNE  
 - DRAVEIL  
 - THIAIS, CHOISY  
 - ST-MICHEL SUR ORGE  
 - VILLEJUIF  
 - MAISONS-ALFORT, ALFORT-  
 VILLE

### BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,  
 CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY

### BANLIEUE OUEST

- NANTERRÉ, RUEIL  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX  
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOU-  
 LOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE  
 ST-OUEN  
 - ASNIÈRES  
 - COURBEVOIE, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
 - ARGENTEUIL

### LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle,  
 Saintes, Marennes-Oléron, Salon,  
 des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bé-  
 gard, Cognac, Brest, Montpellier,  
 Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chi-  
 non, Chaumont, St-Sever, Vendôme,  
 Toulouse, Blois, St-Etienne, Le Puy,  
 Laval, Metz, Valenciennes, Creil,  
 Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-  
 Marne, Maule, La Roche/Yon, Mon-  
 tauban, Poitiers, Nord de la Haute-  
 Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajac-  
 cio, Bastia, Angoulême, Firminy,  
 Nantes, Toulouse.

## SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE



\* \* \*

Le groupe Fresnes-Antony  
 organise  
 une réunion  
 de formation anarchiste  
 dans son local  
**34, rue de Fresnes à Antony**

**L'ETHNOCIDIE DES INDIENS  
 LEURS LUTTES ET LES  
 CARACTÉRISTIQUES  
 LIBERTAIRES  
 DE LEUR SOCIÉTÉ**  
 avec la participation  
 du groupe E. Goldman

JEUDI 12 JUILLET-20 h 30

\* \* \*

Le groupe Kropotkine  
 organise  
**SAMEDI 21 JUILLET**  
 à 15 h

en son local

**28, rue Carême Prenant**  
 un débat sur le thème  
**LES LOISIRS, PARTIE**  
**INTÉGRANTE**  
**DE NOTRE VIE**  
**SOCIÉTÉ DES LOISIRS ?**  
**LOISIR DANS LA SOCIÉTÉ ?**

\* \* \*

Les 21 et 22 juillet 1979  
 le groupe Soleil Noir  
 de Cadillac (33)

organise  
 dans le parc de Cadillac  
**UNE FÊTE POPULAIRE  
 ANARCHISTE**

dont le programme se divise

en quatre parties

\* fête traditionnelle

bal rock-bal occitan

concert chansonnier

concert rock

\* expositions

artisanales et artistiques

(sculpture-peinture)

\* films

vidéo + grand film

sous chapiteau

\* débats permanents

éducation libertaire-anarchisme

antimilitarisme

Bouffe-Jeux-Buvette-Librairie

restaurant-etc.

avec camping gratuit

dans la fête

du vendredi au lundi

L'entrée pour les deux jours

sera de 25 à 30 F

(pour les frais)

Début de la fête

**SAMEDI 21 JUILLET à 12 h**

**jusqu'au lundi matin à l'aube**

Pour tous renseignements

complémentaires

prendre contact avec le groupe

par l'intermédiaire des R.I.

Directeur de la publication  
 Maurice Laisant  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 77  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

## Valence d'Agen

### Manifestation contre le nucléaire

**L**e dimanche 17 juin se réunissaient à Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne) quelques 5 000 manifestants pour protester contre la future implantation d'une centrale nucléaire à Golfech. Tous les comités antinucléaires de la région, ainsi que les organisations politiques qui se disent antinucléaires (comme le PS) étaient présents, sans oublier les groupes d'Agen, Bordeaux et Montauban de la FA.

Tout cela aurait pu provoquer un renouveau dans la combativité des gens de la région, d'autant que le boycott de l'enquête d'utilité publique s'annonce très difficile. Malheureusement, la contre-information qui aurait pu se faire au niveau de la population locale matraquée par les bulletins d'EDF, ne s'est pas faite grâce aux magouilles de M. J.-M. Baylet, député MRG, maire de Valence d'Agen, et aussi grâce aux comités antinucléaires qui se sont vus tête baissée.

La journée s'est poursuivie par une marche pacifique sur Golfech, et en bons moutons que nous sommes nous suivions en silence, pour ne pas apeurer les paysans du coin, le député-maire et les élus locaux. Un magnifique lâcher de ballons clôturait la marche et pour ainsi dire le rassemblement.

Une fois de plus les politiciens de gauche nous ont montré ce dont ils étaient capables : manifester contre le nucléaire mais sans trop en faire pour ne pas s'éloigner de leurs camarades de droite.

Nous, anarchistes, en sommes conscients et agissons en conséquence, mais ce qui est regrettable c'est que d'autres organisations révolutionnaires qui font le gros des militants aux comités antinucléaires, tiennent à leur politicien local qui leur sert de couverture. En contre-partie les militants et sympathisants révolutionnaires et écologistes de la région servent de force d'appoint à un politicien qui veut montrer sa popularité par le « torchon » La Dépêche du Midi, patronné par la mère Baylet.

Liaison Montauban

## AVIS AUX LECTEURS DU M.L.

Le Monde Libertaire cessera sa parution  
 pendant la période d'été

Le dernier numéro avant interruption paraîtra le  
**12 JUILLET 1979 SUR 16 PAGES**

Il reprendra sa parution avec le numéro du  
**13 SEPTEMBRE 1979**

## A Publico

on trouve des affiches à coller



## LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805 34 08 CCP Publicité 11289 15 Paris

	TARIF	
	Source France	Etranger
3 mois	50 F	55 F
6 mois	95 F	110 F
12 mois	180 F	210 F

\* Tarif Etranger : B.F., Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) ..... Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

## LA TRANSAT CÔTÉ FACE

TOUTE la fin de mai, les gros cons lorientais (et les autres de la région) ne se sont plus sentis pissés. On a parlé de leur ville à la TV, à la radio, dans les journaux à gros tirage. Quelle gloire et quel honneur!

Chez les bourgeois du coin, la Transa\* a permis de satisfaire leur vanité en leur permettant de prendre le départ avec les concurrents sur leurs rafiot. Les commerçants du coin comptaient bien sur la course pour faire des bénéfices; évidemment, ce sont les plus gros fumeurs, les plus richards qui ont fait leur beurre. Les autres, les « petits », ceux des faubourgs, n'ont même pas eu droit aux miettes. Bref, on ne va tout de même pas pleurer sur leur sort!

Il est plus intéressant de parler de l'énorme déploiement policier intervenu plusieurs jours avant le départ. CRS et gardes mobiles, chiens matons du pouvoir, ont littéralement envahi

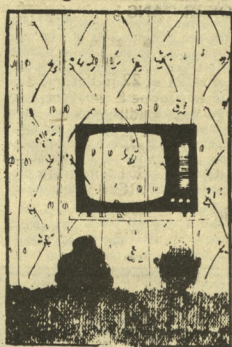
la ville. Les connards bien-pensants disaient bien sûr que ces braves garçons étaient venus là pour éviter les « incidents ». On se doute un peu de quel genre d'« incidents » il peut s'agir: entre autres éviter que les ouvriers de l'arsenal en grève ne viennent manifester devant les caméras au moment du départ. Car ça c'est une des facettes de Lorient qu'on n'a pas montrée à la télévision, comme de bien entendu... parce que, à Lorient comme partout, il y a des prolos, et ceux d'entre eux qui travaillent à l'arsenal sont en grève (intermittente) afin de récupérer des acquis supprimés par Bourges, octroyés en 1967 à propos de l'alignement des salaires sur ceux des métallos parisiens. Et la combativité qu'ils développent dans leur lutte est exemplaire pour tous les travailleurs de la région... et génératrice de trouille pour les sbires de l'Etat qui dirigent l'arsenal et les jau-

nards qui refusent le combat.

On n'a pas vu grâce aux caméras ce qu'était vraiment Lorient. A la télé, on a montré un joli bassin avec tout plein de beaux voiliers dedans, avec tout autour un tas de péquenots en shorts et lunettes de soleil en train de s'extasier. Eh bien, non! la ville, ça n'est pas ça! La ville, elle est pourrie, plus particulièrement par l'alcoolisme (dû aux conditions sociales et au niveau de vie), mais aussi pourrie sur bien d'autres plans: la télévision au service de la bourgeoisie a particulièrement « omis » de montrer la misère qui s'étale dans certains quartiers, comme celui de Frébault, ou dans le bidonville plus connu ici sous le nom de « cité de soie », situé à la sortie de notre célèbre ville « blanche et fleurie » - dit le maire - dans un coin où il ne gêne pas la bonne conscience des « humanistes » locaux, ni celle du touriste gogo à la recherche d'exotisme.

Aussi, pour la municipalité PS, la course est-elle un excellent cheval de bataille démagogique: étaler des fastes et attirer l'attention sur une ville aussi merdeuse que Lorient reste un bon moyen pour s'attirer les faveurs électorales des habitants. Naturellement, la Transa\* a sur les prolos le même effet que le tiercé ou le Loto: ça les endort, les rend moutonniers, amorphes. Accrochés à un espoir d'échapper au médiocre en s'assimilant à leur ville sur laquelle on brague les projecteurs. Mais la société de classes est toujours là, et si les bourgeois étaient aux premières loges pour le départ, la plupart des petits n'ont quasiment rien vu de celui-ci...

### En regardant la Transat



— C'est mignon Lorient, on peut y aller pour les vacances.

Il existe aussi pas mal de gens qui ont vu clair dans ce piège à cons, comme un copain animateur de la Maison des Loisirs, qui nous disait: « La Transat? Je m'en fous! Mais combien crois-tu qu'elle ait coûté? 6 milliards! 6 milliards brûlés dans la démagogie! Et après on viendra nous dire qu'il n'y a pas de pognon pour les chômeurs! »

Piège à cons, la Transat en est un beau. Un de plus dans un système qui assujettit le sport aux magouilles du capitalisme et de tous les ploutocrates. Et cette aliénation permet aux possédants de faire d'une pierre deux coups:

- un: ramasser encore plus de profit pour leurs sales gueules à travers le spectacle
- deux: abaisser toujours un peu plus le niveau de conscience de la masse en la détournant, par ce biais, de questions fondamentales qu'elle pourrait se poser, ce qui serait extrêmement dangereux pour les vampires du pouvoir...

YANN  
Gr. de Lorient

## Lettre ouverte depuis la prison militaire

NOUS, Philippe Giroud et Alain Port, actuellement incarcérés à la prison de Metz, avons déserté du 503<sup>e</sup> RCC de Mourmelon et du BA 128 à Metz en août 78.

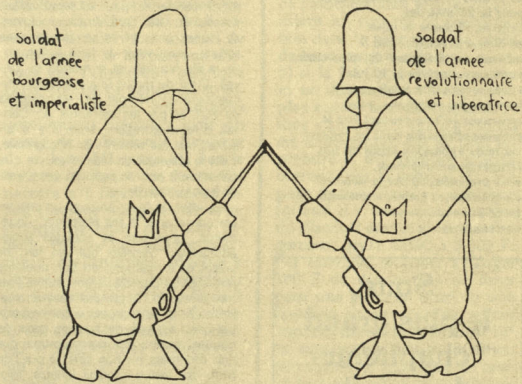
Nous nous sommes livrés aux autorités militaires le 29 avril au cours d'une manifestation organisée par notre comité de soutien.

Nous comparaitrons devant le TPGA de Metz probablement courant juillet. Voici le texte à partir duquel nous bâtirons notre défense...

dissent au détriment de la population, quand l'armée renforce son équipement et son entraînement à la lutte anti-guerrilla et en général contre « l'ennemi intérieur », quand elle profite de catastrophes comme la marée noire en Bretagne pour tester ses équipements d'intervention et sa capacité à occuper un territoire?

Peut-on toujours parler de garantie des libertés quand on voit l'utilisation de ces armées par leurs gouvernements (répression des minorités en Espagne, en Irlande, etc., soutien au patronat en brisant les grèves en France)?

Peut-on parler de garantie des libertés en voyant la répression qui s'abat sur les résistants à cette militarisation?



L'armée, qui se prétend garante des libertés des peuples, est en fait, par ses fonctions, une institution qui supprime et viole ces libertés. Elle ne sert qu'à garantir le maintien d'un pouvoir en place, parfois à le remplacer quand celui-ci est jugé par trop gênant pour les Etats soucieux d'augmenter leur potentiel économique ou pour juguler un régime jugé trop subversif, donc dangereux pour les intérêts des capitalistes. Elle sert donc essentiellement à la défense des intérêts des gouvernements et non à la protection des nations comme elle le prétend. En effet, à quoi servent, par exemple, les guerres coloniales? A quoi servent les aides militaires fournies aux pays « faibles » par les « forts »? Si ce n'est afin de se réserver les faveurs de ces pays pour les richesses que renferme leur sol? Peut-on parler de garantie des libertés quand on sait que les armées se professionnalisent et se modernisent continuellement au détriment de secteurs tels que la Santé, l'Education, etc.? De récents calculs, fournis par le SIPRI de Stockholm, ont prouvé que les dépenses militaires, dans le monde entier, absorbent 5 milliards de francs (nouveaux) par minute.

Peut-on aussi parler de garantie des libertés, face au danger que représentent ces professionnels pour la démocratie (60% de l'armée française est professionnelle et a la mainmise sur tout le matériel sophistiqué)?

Peut-on parler de garantie des libertés quand on voit l'extension que prend la militarisation? Tout est fait pour habituer le public à la présence des militaires, à tous moments et à tous endroits. Les opérations de prestige ne manquent pas (présence dans tous les grands rassemblements, les grandes fêtes commerciales, etc.).

Peut-on parler de garantie des libertés, quand les camps militaires s'agran-

issent au détriment de la population, quand l'armée renforce son équipement et son entraînement à la lutte anti-guerrilla et en général contre « l'ennemi intérieur », quand elle profite de catastrophes comme la marée noire en Bretagne pour tester ses équipements d'intervention et sa capacité à occuper un territoire?

Peut-on toujours parler de garantie des libertés quand on voit l'utilisation de ces armées par leurs gouvernements (répression des minorités en Espagne, en Irlande, etc., soutien au patronat en brisant les grèves en France)?

Peut-on parler de garantie des libertés en voyant la répression qui s'abat sur les résistants à cette militarisation?

Peut-on parler de garantie des libertés, quand les camps militaires s'agran-

Philippe GIROUD  
Alain PORT

## COMMUNIQUÉ

La Fédération Anarchiste s'élève contre l'intrusion policière dans les locaux du PS et dénonce les mesures d'exception, telles les flagrants délits, qui renforcent la répression de l'Etat. La lutte contre le monopole d'information sur les ondes ne passent pas par une procédure judiciaire, comme pense le faire le PS, mais par la défense et le développement des radios-libres. La liberté d'expression et d'information peut être le fait d'une volonté gouvernementale mais de la population elle-même.

Seule une contre-information écrite ou parlée s'appuyant sur la volonté populaire sera capable de détruire un monopole économique et législatif en faveur des media au service du pouvoir.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

### Série

## Les novateurs de la pensée libre

### D'Holbach

(1723-1789)

« Assez longtemps, les instituteurs des peuples ont fixé leurs yeux sur le ciel; qu'ils les ramènent enfin sur terre ».

D'Holbach ne se sera pas contenté de proclamer cette vérité, il aura tout mis en œuvre pour qu'elle puisse être appliquée. Il aura non seulement porté atteinte aux religions, mais aussi et surtout à « l'idée de Dieu », considérant la cause aussi dangereuse que les effets.

« La crainte qui a fait les dieux a fait aussi la religion. La religion est l'art d'enivrer les hommes de l'enthousiasme pour les empêcher de s'occuper des maux dont ceux qui les gouvernent les accablent ici-bas... Partout où la religion règne, ne voyons-nous pas les peuples asservis?... Les fondateurs des religions sentant bien que la base de leurs impostures était l'ignorance des peuples, s'avaient de les y entretenir; cela fit tomber sur les prêtres une pluie d'or... La superstition et le despotisme firent donc une alliance éternelle; ils réunirent leurs efforts pour rendre les peuples esclaves et malheureux ».

Après avoir expliqué que Dieu était l'abîme des ignorants, que les distinctions qu'on lui attribue n'étaient que des inventions d'esprits bornés; l'ignorance les imagine et l'intérêt les fomentent. Le célèbre matérialiste analyse le christianisme: « Jésus-Christ, sa nouvelle religion fut bâtie sur les ruines de l'ancienne. Cet imposteur attira les hommes par l'espérance des avantages d'une autre vie que l'on obtiendrait, disait-il, en croyant à lui... L'histoire de Jésus-Christ est une fable méprisable que l'intérêt entretient et que la tyrannie protège. En adoptant le Dieu terrible des juifs, le christianisme enchaîna encore sur sa cruauté ».

Les prêtres furent également dans les œuvres de D'Holbach, l'objet d'un réquisitoire en règle.

« Les prêtres, quand ils sont les maîtres, ne prêchent que la soumission; quand ils se croient

lésés, ils ne prêchent que la révolte; sont-ils trop faibles? ils prêchent la tolérance, la patience, la douceur; sont-ils les plus forts? ils prêchent la persécution, la vengeance, la rapine, la cruauté. Ils trouvent continuellement dans leurs livres sacrés de quoi autoriser les maximes contradictoires qu'ils débitent ».

Les hommes, nous dit encore D'Holbach, pour la plupart ne tiennent à leur religion que par habitude, ils n'ont jamais examiné sérieusement les raisons qui les y attachent, les motifs de leur conduite, les fondements de leurs opinions.

« Ne soyons donc pas surpris si nous voyons l'erreur presque identifiée avec la race humaine. Quelle peut être l'industrie d'un peuple à qui l'on répète tous les jours que son dieu veut qu'il prie, qu'il vive dans la crainte, qu'il gémisses sans cesse? Athées, remontons à la source de la religion, analysons ses principes, suivons la dans sa marche, et nous trouverons que fondée sur l'imposture, sur l'ignorance et la crédulité, elle ne fut et ne sera jamais utile qu'à des hommes qui se croient intéressés à tromper le genre humain ».

Fallait-il des secours d'en haut pour découvrir que la vengeance est un mal? Fallait-il une révélation surnaturelle aux hommes pour leur apprendre que la justice est nécessaire?

La foi disparaît dès qu'on raisonne, elle ne soutient jamais un examen tranquille. Elle n'est faite que pour les hommes qui sont incapables de réflexions. N'est-il donc point permis à la raison d'espérer qu'elle reprendra quelque jour un pouvoir depuis si longtemps usurpé par l'erreur, l'illusion et le prestige?

L'athée D'Holbach reste encore aujourd'hui l'homme des solutions pratiques, l'initiateur d'une rare méthode de combat.

Anacharsis



en bref...en bref...

Le mouvement antimilitariste, vous le savez si vous nous lisez, n'échappe pas à la répression. 2 objecteurs emprisonnés en juin, 200 autres se voyant refuser le statut, insoumis et déserteurs poursuivis, telle est la situation du côté de ceux qui disent non à l'armée. Aussi, les comités de lutte des objecteurs organisent un camping afin de rassembler les antimilitaristes pour s'informer, débattre et intensifier leur lutte. Le camping aura lieu du 23 août au 4 septembre 79 à Triacourt-en-Argonne, à 90 km de Reims, à 15 km au sud-est de Ste-Ménéhould. Pays invités : Hollande, Belgique, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne.

Le comité de lutte antirépression pour la défense des libertés, réclame la mise en liberté provisoire des 5 militants se réclamant du mouvement autonome, arrêtés le 10 juin. « Sans reconnaître totalement les méthodes employées, mais conscients qu'elles peuvent être la dernière alternative dans un système où toute opposition légale est soit récupérée, soit réprimée, nous protestons contre la violence du pouvoir qui isole et criminalise toute démonstration de contestation ».

Sous le plus grand chapiteau du monde



Mercredi 11 juillet, dans le cadre des procès dits « du 23 mars », notre camarade Gérard Caramaro, arrêté avec 11 autres membres de la FA ce jour-là, passera à son tour devant les guignols de la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, à 13 h.

Il est important, en cette occasion, de maintenir le caractère collectif de la lutte en évitant que ce procès se déroule sans personne pour soutenir notre camarade. Venez nombreux!

Claude Bleton, objecteur-insoumis, passera devant le tribunal de grande instance de Pontoise, le 12 juillet à 14 h. A souligner qu'il s'agit du premier objecteur-insoumis à être jugé dans le Val d'Oise.

Chaque soir (sauf dimanche) à partir de 22 h au Sélérite, 18 rue Dauphine à Paris, vous pouvez assister à la représentation de « Des chômeurs pleins d'ambition », mise en scène d'Olivier Praxel.



Question JEUNES OU TRAVAILLEURS ?

Il est bon d'apprendre aux ouvriers à se servir d'une fourchette, mais à quoi cela sert-il s'ils n'ont rien à manger ? Qu'ils prennent d'abord leur propre vie en main : ensuite, ils sauront comment se nourrir et comment vivre! ... bien qu'ils fussent sincères, les travailleurs sociaux faisaient plus de mal que de bien. »

Emma Goldman - Epopée d'une anarchiste Hachette ed. p.94

A l'origine, les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) - organismes à but non lucratif régis par la loi de 1901 sur les associations - furent créés pour répondre à la demande des jeunes provinciaux venant travailler à Paris ou en région parisienne, pour les ruraux allant travailler en ville. Cette structure - foyers de jeunes gens gérés par des bonnes sœurs - permettait de faire le lien entre la vie familiale et le monde du travail. C'est du moins la justification humanitaire donnée par les responsables de FJT et par les membres du Conseil d'Administration. Mais il y a un autre point qui semble non négligeable, c'est le réservoir de main-d'œuvre que constituent pour le patronat ces foyers de jeunes travailleurs.

En effet, le foyer propose un ensemble de services à ses résidents : logements, nourriture et activités socio-éducatives. Services qui, en fait, ne visent qu'à maintenir en bon équilibre physique et psychique ces jeunes (ces travailleurs ?). A qui profite en réalité les services proposés si ce n'est aux patrons, assurés de trouver dans ce nouveau ghetto une main-d'œuvre que l'on maintient en bon état, à qui l'on offre des loisirs anodins (sports, télé, artisanat, etc.) ?

L'évolution de la composition de la population d'un FJT depuis ces cinq dernières années permet de faire ressortir plus clairement le rôle d'intégrateur à la société, que joue le foyer (et les animateurs).

Compte tenu de la crise économique, les jeunes viennent de moins en moins chercher du travail à Paris, le public auquel s'adresse les foyers se compose de plus en plus de « cas sociaux » : problèmes familiaux qui incitent le jeune à quitter la famille dès dix-huit ans, placement par la DDASE (direction départementale de l'aide sociale à l'enfance) de quelques mineurs, ou de jeunes qui, ayant atteint leur majorité, ne relèvent plus des foyers DDASE. C'est ainsi que nous (les animateurs) nous retrouvons face à des jeunes complètement démunis - aucune formation scolaire : certains ont entraîné d'IMP en familles d'accueil et savent à peine lire et écrire - aucune formation professionnelle, ou bien formation inadéquate (cuisine, couture pour les filles ; menuiserie, ferronnerie pour les garçons).

Sachant qu'un FJT fonctionne pratiquement en auto-financement (recettes hébergement, nourriture), puisqu'il y a très peu de subventions, pour que l'équilibre financier soit réalisé il est nécessaire que chaque résident paie sa pension donc qu'il travaille pour cela.

Pour que la structure tourne il faut donc envoyer les jeunes au boulot! Mais quel emploi leur proposer ? Certains n'ont même pas le niveau scolaire nécessaire à l'accès aux stages proposés par l'ANPE. Reste les emplois sous-payés, les tâches répétitives, usantes et surtout sans qu'il puisse exister un espoir d'évolution. Les filles seront femmes de ménage ou caissières dans un hypermarché, en attendant de se marier, de pondre des gamins et de reconduire le même schéma avec leurs gosses, que celui qu'elles ont connu ; les garçons seront manœuvres, OS, etc., tout en rêvant de gagner le gros lot au Loto.

Passer huit à dix heures par jour à se faire exploiter n'est agréable pour personne et l'animateur d'un FJT le sait. C'est pourtant la contradiction qu'il lui faut assumer. Pour que la structure fonctionne il faut que les résidents paient donc travaillent...

A cette exploitation par le travail s'ajoute la misère culturelle et sexuelle qui font que les seuls loisirs qui recueillent l'adhésion de ces jeunes sont des loisirs de consommation, le plus souvent télé, disco, cuites à la bière, tiércé et loto. Quant aux rapports sexuels, généralement nombreux, ils se limitent à la « baise », avec une complète adaptation aux rôles traditionnels masculin/féminin. L'inégalité devant le sexe est manifeste : un garçon peut « avoir » toutes les filles du foyer, c'est un dragueur, il a du succès, ça marche pour lui ; une fille qui change trop souvent de partenaire est une « pute ».

C'est sans doute là que l'animateur peut jouer un rôle, rôle d'informateur essentiellement sur le droit du travail, la sexualité, etc.

Il s'agit pour l'animateur de se situer par rapport à des travailleurs qui ont des problèmes de travailleurs. Et de refuser d'entrer dans le cycle proposé par l'UFJT (union des foyers de jeunes travailleurs) à l'idéologie socialisante et qui est l'assistantat actif ou passif. L'assistantat passif se traduit par une aide matérielle directe (fric), l'assistantat actif par l'apprentissage des institutions auprès desquelles il est possible de mendier (BAS, bureau d'aide sociale ou autres œuvres charitables).

Le problème est le suivant : comment par une pratique quotidienne faire passer les travailleurs à une pratique autogérée sans discours théorique ?

A travers certaines activités comme un forum (réunion informelle des résidents), il est possible d'acquiescer les bases d'une pratique sociale collective différente, les méthodes de fonctionnement d'un groupe non hiérarchisé. On peut également différencier le contenu du contenu :

- L'attitude en réunion pour l'apprentissage du respect de la loi que se donne un groupe (contenant)

- quant au contenu par exemple une idéologie libertaire sous-jacente avec des débats sur le nucléaire, la sexualité ou tout autre sujet. Cela sans qu'il soit nécessaire de passer par le discours.

Le danger serait de tomber dans le phantasme des foyers autogérés, car les raisons mêmes pour lesquelles les foyers existent, se trouvent à l'intérieur même des contradictions propres à la société capitaliste.

Il est donc nécessaire de diffuser une information très concrète et très précise de ce qui existe dans la société (toujours sans avoir à passer par le discours). C'est en étant confronté à la réalité extérieure par opposition à ce que les travailleurs peuvent vivre dans une pratique qui se voudrait autogestionnaire, c'est là qu'ils prendront conscience du décalage et à partir de ce décalage ils pourront formuler leur propre théorie sans avoir besoin qu'on leur impose la nôtre.

Jocelyne Gr. Sevrain-Bondy

Faut que ça cesse



Initiative pour un syndicat autogestionnaire fédéraliste et d'action directe des travailleurs (secteurs Sante-Social-Education)

Pourquoi cette initiative ?

L'état actuel de la société, que ce soit sur le plan national ou international, ne nous apparaît pas des plus « réjouissant ».

C'est une des premières insatisfactions profondes qui réunit les participants à cette Initiative. La deuxième insatisfaction profonde qui nous unit réside dans le fait que les organisations traditionnelles de lutte (partis, syndicats, « gauche », « extrême-gauche ») ne nous apparaissent absolument pas garantes d'une transformation de la société sur des bases meilleures que ce que nous vivons aujourd'hui. Enfin, la troisième chose qui nous réunit, c'est que nous n'avons pas l'intention de baisser les bras et, bien au contraire, nous comptons nous exprimer et agir collectivement sur les bases que nous nous sommes définies.

Nous n'épiloguerons pas ici sur la nature des systèmes sociaux, à travers le monde, sur les organisations traditionnelles, sur leur passé et leur présent...

Schématiquement quelles sont nos bases ?

Il n'y aura pas de changement possible sans qu'un maximum de gens agissent directement sur les problèmes qui les touchent, collectivement, sans laisser leur vie et leurs problèmes aux mains de spécialistes ou de politiciens. C'est dans ce sens que nous préconisons une pratique excluant toute élite politique et l'élection de spécialistes permanents et non contrôlables, à quelque niveau que ce soit (parlementarisme ou autre). Le système social reposant sur l'organisation économique et notamment sur le travail salarié, vouloir transformer le système social par la base implique nécessairement que nous ayons un projet minimum. Si cette transformation doit s'effectuer à la base, cela nécessite donc que ceux qui produisent les richesses soient capables de forger ce projet eux-mêmes afin que ce soit bien eux-mêmes (et non une caste dirigeante génératrice d'inégalités) qui assurent cette transformation.

Globalement notre projet est donc autogestionnaire. Ce sont les unités de vie (communes) et unités de production qui doivent décider à la base du comment elles souhaitent vivre et peuvent produire en fonction des besoins établis. La coordination de ces unités sur des bases fédéralistes et purement économiques devant créer l'armature du système social.

Tout cela ne peut être possible que si dès aujourd'hui les travailleurs sur leur lieu de travail, les habitants dans leurs quartiers et communes, prennent pour habitude et pour principe de résoudre leurs problèmes quotidiens là où ils sont, collectivement et par l'action directe.

Notre Initiative Syndicale se situe donc comme un maillon de cet ensemble de gens, de travailleurs qui, aujourd'hui, expriment plus ouvertement leur refus de déléguer leur propre pouvoir à des politiciens, spécialistes, bureaucrates, institués par la société actuelle et par des organisations où la démocratie n'est qu'un leurre.

Au travers de notre vie et de nos luttes, nous avons constaté et ressenti que davantage de gens et de travailleurs étaient découragés, voire écœurés par ces organisations, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur.

Nous ne proposons pas là une solution miracle, car nous savons parfaitement qu'il est difficile de faire respecter la démocratie directe, et de ne pas reproduire des inégalités et dominations. Et c'est précisément parce que nous en sommes conscients que nous nous redoublons de vigilance à cet égard, et que nous pensons possible d'éviter ces erreurs. Cependant, nous sommes conscients que la vie en société implique nécessairement la notion d'organisation de la société. Refuser de s'organiser clairement, c'est éviter le problème en laissant le pouvoir à ceux, précisément, qui en vivent ou y aspirent.

Plus précisément, quel est le but de notre Initiative ?

Partant du constat que tant à l'in-

térieur qu'à l'extérieur des organisations syndicales un nombre croissant de travailleurs souhaitent autre chose, sans s'illusionner sur une transformation possible de ces appareils, nous souhaitons dans un premier temps réunir un maximum de travailleur(es) syndiqué(s) ou non, affirmer en commun notre projet et lancer quand nous en aurons les moyens un véritable syndicat autogestionnaire des travailleurs (euses).

Nous savons qu'un peu partout, de gré ou de « force », des initiatives de ce genre sont prises par de plus en plus de travailleurs. Notre projet consiste donc à chercher toutes les convergences possibles entre de telles initiatives afin d'aboutir, à terme, à une coordination.

Des exemples d'initiatives ?

La CFDT par exemple qui, après avoir intéressé des travailleurs combattifs, arrangé l'autogestion à sa convenance, est en train de virer ou dissoudre travailleurs et syndicats qui dérangent la voie politicienne des sociaux-démocrates dirigeants. Encore une fois les travailleurs(euses) sont bafoués par les politiciens...

- Suspension de l'UD-Gironde en 75. - Dissolution de la section syndicale BNP de Paris (1200 adhérents). Suite à cela un syndicat démocratique des banques s'est constitué.

- Exclusions de militants du syndicat FTT du Rhône. Un syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri s'est constitué.

- Dernièrement, dissolution et exclusions de la section syndicale d'Usinor en lutte, toujours pour les mêmes raisons.

La CGT quant à elle, mieux cadrée depuis belle lurette par le PCF, a également ses exemples (IMRO).

Dans le secteur de l'Education, au sein de la FEN (Ecole Emancipée) ou au SGEN, plus nombreux sont les travailleurs qui se posent des questions par rapport à leur appartenance syndicale, et prêts à réaliser autre chose.

Dans de nombreuses entreprises également, d'autres travailleurs tentent de se regrouper « autrement », des groupes se créent, des collectifs de travailleurs s'organisent également dans certaines villes. Enfin, des coordinations ou organisations de travailleurs sur des bases autogestionnaires se mettent en place ou existent déjà (ex. CNAS, coordination nationale des anarcho-syndicalistes, CNT-confédération nationale des travailleurs, adhérente à l'AIT-association internationale des travailleurs).

Nous pensons donc que dans la période présente, il est indispensable que le maximum de travailleurs(euses) se regroupent dans les entreprises, dans leurs localités, afin de constituer un maximum d'initiatives et organisations de base. L'échange et la convergence de cet ensemble d'initiatives pourra alors permettre l'existence d'une authentique alternative autogestionnaire.

Pour notre part, nous comptons donc nous mettre en contact avec le maximum de groupes ou syndicats de travailleurs qui iraient dans ce sens et sur ces bases.

Un nouveau syndicat nouvelle division ?

Le mythe de la division est souvent mis en avant par ceux-là mêmes qui divisent. Ils sont d'accord pour l'unité à condition qu'ils en soient les maîtres. Nous pensons donc que l'unité des travailleurs doit se réaliser à la base, dans les entreprises, et plus particulièrement dans les périodes conflictuelles où les décisions des assemblées générales des travailleurs en lutte sont « souveraines ». C'est également dans ce sens que nous comptons nous diriger.

Nous appelons donc les travailleurs (euses) de Bordeaux à participer à cette Initiative et nous espérons également rencontrer d'autres travailleurs, ici ou ailleurs, qui prendraient une initiative similaire.

Nous fonctionnons actuellement avec une réunion hebdomadaire à laquelle sont conviées toutes les personnes qui se sentent concernées.

Pour tout contact et information, écrire à Patricia SALLIER (SSE), 109, rue Camille Sauvageau 33 800 BORDEAUX

## Parti pris pour Radio-Transistors

**R**APPELONS les faits : le 28 février, des inspecteurs de la P. J. de Tours et d'Orléans décrochent l'antenne d'émission de la radio-libre tourangelle Transistors, et en profitent pour saisir du matériel. Auparavant, ces tristes individus avaient essayé, aidés par des techniciens de TDF, de brouiller les premières émissions annoncées par voie d'affiches et de tracts. Deux mois après cette sale besogne, un des membres d'ATILA (Association tourangelle pour une information libre et autogérée), support juridique de Radio-Transistors, est inculpé de « complicité par la fourniture de moyens à la diffusion d'une émission de radio, en violation du monopole ». Ces moyens étant, en l'occurrence, des cassettes destinées aux ondes de Radio-Transistors. En cas de condamnation, la personne risque de un mois à un an de prison et de 10 000 à 100 000 F d'amende. Comme le font remarquer les membres d'ATILA, l'énorme différence entre les faits reprochés (pourquoi ne pas inculper aussi le vendeur de cassettes ?) et les peines encourues montre que le pouvoir ne tolère pas cette expression parce qu'elle est libre. Il a fait voter une loi répressive en 1978 pour garantir un monopole qu'il brade par ailleurs : installation d'une antenne de RMC en territoire français, location d'un câble vers les émetteurs des radios « périphériques », proposition par TDF d'un canal de satellite à RTL, chaîne privée de télévision.

Pour obtenir la levée de l'inculpation, les membres d'ATILA décident de créer un comité de soutien à Radio-Transistors. Plusieurs organisations politiques et syndicales apportent leur solidarité, ainsi que des personnes inorganisées. Des actions concrètes sont menées (communiqués, conférence de presse...). La dernière en date est la tenue d'un meeting qui réunit une soixantaine de personnes. Pour les militants du comité de soutien, la répression que subit actuellement la radio-libre est directement liée à toute la série de mesures gouvernementales visant à réduire les libertés : restriction du droit d'affichage, du droit de manifestation, du droit de grève et du droit de libre circulation (loi raciste Barre-Bonnet). C'est pourquoi ils déclarent que la lutte contre la répression des radios libres est la lutte pour la liberté d'expression. L'existence des radios libres est un élément fondamental de la garantie des libertés. Le développement d'une campagne pour la liberté d'expression constituait l'axe central autour duquel s'articulaient les initiatives lancées par le comité de soutien. C'est donc dans ce but qu'au cours du meeting un enregistrement public a eu lieu, chaque intervenant au micro, qu'il parle en son nom ou au nom d'une organisation (PC, PS, FA, MAS, SLG...) s'auto-inculpait pour complicité d'infraction au monopole par la fourniture de moyens et risquait ainsi les mêmes peines que le camarade d'ATILA inculpé. Le groupe Maurice Fayolle de la FA est donc passible d'une inculpation!

Cette forme originale de solidarité effective ne fut d'ailleurs pas du goût des organisations gauchistes, peu désireuses de s'engager plus à fond, qui brillèrent remarquablement par leur absence au meeting. Ces « révolutionnaires » préférèrent dépenser des centaines de millions pour

pointer leur nez durant cinq minutes à la télévision au moment des grandes parades électorales! Le meeting a été l'occasion de confronter les diverses positions de chacun quant à la nature et le rôle des radios libres. La question du monopole a été le thème le plus abordé par les intervenants. Le représentant du PC a réaffirmé la volonté de son parti de garder le monopole en le transformant ; selon lui, le gouvernement veut détruire le monopole pour le faire passer entre les mains de capitaux privés. C'est pourquoi, comme il l'a expliqué, le PC a déposé une proposition de loi qui instaure un contrat pour régulariser la situation des radios libres. Pour notre part, il est évident que nous ne pouvons nous satisfaire ni de la proposition du PS, ni de celle du PC. Le fameux contrat du PC, qui s'établirait entre les collectivités locales et les pouvoirs publics, cautionnent de ce fait le monopole, puisque les canaux seraient alloués aux radios, dans la mesure où celles-ci rempliraient un certain nombre de conditions. De plus, selon quels critères les radios auront droit d'utiliser des canaux ? Nous pouvons nous le demander même si le PC arbore des intentions pluralistes et très démocratiques. D'autre part, de nombreuses personnes, pas seulement au PC, tiennent à sauvegarder le monopole, en arguant de la situation italienne, où un nombre considérable de radios commerciales saturent les ondes, rendant ainsi difficile l'écoute des radios populaires non commerciales.

Au congrès de Ris-Orangis, des camarades de la FA avançaient avec raison que lorsqu'une certaine libéralisation serait mise en place, c'est-à-dire laisser la bourgeoisie prendre l'initiative de briser le monopole légal, comme elle l'a fait en Italie, alors les anarchistes ne pourraient avoir de place. Et c'est vrai qu'il faut la prendre avant. Parce que l'Etat ne nous accordera jamais ce formidable moyen d'expression et que nous devons nous joindre aux précurseurs qui taillent la brèche. C'est pourquoi la question du monopole - être pour ou contre - nous semble dépassée. Le mouvement populaire, lui, doit prendre l'initiative de briser le monopole légal et de construire dans cette lutte un rapport de forces tel que ce combat ne soit pas complètement récupéré et trahi au moment où viendra le temps de la codification légale. L'occasion est trop belle pour le mouvement populaire et révolutionnaire de gagner un droit nouveau, pour se doter de moyens d'information et de culture qui lui soient propres. Un droit ne se vend pas, il se prend! C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les animateurs

qui ont su créer ce rapport de forces contre lequel la bourgeoisie est désarmée : Radio Verte-Fessenheim possède 14 émetteurs et continue depuis 2 ans ses activités, Radio SOS-Emploi et Radio-Lorraine Cœur d'acier ont une audience d'importance régionale, pour ne citer que les plus dynamiques. Sans soutien populaire, pas de radio libre populaire. Il ne faut pas hésiter à développer les infractions au monopole. Que tous ceux que la bourgeoisie interdit sur ses antennes prennent la parole. Créer une, deux, trois, mille radios populaires!

Comme Radio-Transistors qui compte bien réémeter dès la rentrée prochaine avec l'audience la plus large et la plus solidaire possible.

Gr. Maurice Fayolle  
Tours

\* Les camarades intéressés par les radios libres peuvent lire le petit ouvrage intéressant « Les radios libres », réalisé par le collectif radios libres populaires et édité par Maspéro.

## Christophe Mitterand découvre l'Amérique

**A**U PS, ça bouge. Ils viennent de comprendre enfin que le pouvoir tenait bien en main l'information et la répression. Ne s'en étaient pas aperçus depuis 20 ans.

Cette découverte, mieux vaut tard que jamais, leur a causé un tel choc qu'ils sont entrés carrément dans l'illégalité et la clandestinité. Comme une sorte de contre-poison pour exorciser le Mal. Les notables de sous-préfecture en sont encore tout remués de tant d'audace. En un mot, reniant d'un seul coup leur longue tradition de complaisance et de collaboration contre-nature, ILS ONT OSÉ.

Mais quel faire de si important ?

EMETTRE.  
Et quoi dire de si important ? RIEN. Sinon ce que tout le monde sait : que le pouvoir dirige l'information.

Et comment le dire de façon importante ? Un super discours de super Mitterand.  
Tel Don Quichotte bravant les moulins à vent, le PS attaque le moulin à prières gouvernemental. En première ligne, comme des chefs. Au fait, ont-ils soutenu les inconscients qui ont essayé les plâtres du radio-piratage ? Pas du tout au fond puisqu'ils sont pour le strict monopole d'Etat, à condition bien sûr que ce soient eux, le pouvoir. Car avec eux pas de problème pour l'expression dans le monopole. Eux ils sont purs. Avec eux aucune crainte : il n'y aura pas besoin de radio-pirate sous leur pouvoir, ils donneront la parole, c'est promis.

Autre aspect du problème : les files chez Mitterand. « Grand parti politique » représentant 30% des Français, ils pensaient que Giscard n'oserait pas les attaquer si ouvertement. La répression est bonne pour les petits, les sans-grade, mais pour les « responsables » il doit en être autrement. Avec le PS le pouvoir devait prendre des pinçettes, pensaient-ils, et non pas agir comme avec un vulgaire anar du 23 mars. C'est raté. Analyse fautive. Giscard veut garder son os et le leur montre bien. D'une façon presque méprisante. Sont traités comme des vulgaires colleurs d'affiches.

Ce serait comique s'il n'y avait pas là-dessous, d'une façon sous-jacente, la volonté d'un pouvoir voulant préserver ses prérogatives. Que le PS se soit trompé sur le phénomène des radios libres, qu'il se soit trompé sur la capacité de répression à son égard c'est beaucoup. Mais le plus grave c'est qu'il persiste dans sa défense du monopole d'Etat. De plus, de tout cela, il n'en tire pas apparemment une analyse de lutte radicale contre cette société qui le contraint lui-même.

Des petites vagues, des remous de mare aux canards, ou l'art de savoir ne pas aller trop loin sans casser la baraque. Voilà la devise du PS.

Jacques CARTIER

## A PROPOS DES COMITÉS SONACOTRA

**D**ANS l'après-midi du samedi 30 juin, un membre du comité de lecture du Monde Libertaire s'est rendu au foyer de Garges-les-Gonesses en vue de réaliser un article d'information.

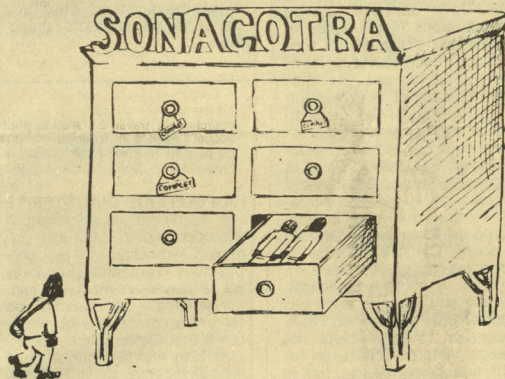
Comme indiqué à l'entrée, il est allé à la table de presse prendre contact avec le comité de coordination avant de parler directement aux résidents concernés.

Là, une discussion sévère, mais très courtoise il faut le souligner, s'engagea au sujet d'un article paru dans le dossier Sonacotra du ML n°291 du 7 décembre dernier. Les comités de coordination se déclarèrent choqués par l'amalgame politique entre comité de résidents et comités de soutien, ces derniers notoirement maolistes, c'est un secret de polichinelle (critique de la lutte ML page 8). Sur le bulletin de liaison des foyers Sonacotra n°5 figure la reproduction (presque intégrale) de cette critique de lutte, tirée directement, et dans une analyse anarchiste, de l'entretien effectué à l'époque avec quatre résidents des foyers Chelles-Torcy-Noisiel (voir dossier complet p. 6, 7 et 8). Est ajoutée une mise au point par la rédaction de ce bulletin, qui avait valu à l'époque une réponse de notre mouvement.

rien plutôt que de récupérer la lutte. Ils pensent à leur ligne politique. Ils ne s'intéressent pas aux problèmes des loyers, c'est autre chose qu'ils voulaient faire!

2) Quand bien même tous les responsables élus des comités de coordination ne seraient pas « gauchistes », leur système de lutte, lui, l'est. Il leur impose l'omniprésence de comités de soutien sans lesquels leurs actions ne seraient rien. Nous nous permettons de douter fortement de l'indépendance relative qu'auraient les comités de coordination dans la prise en main réelle de leurs propres affaires.

3) si la FA apporte son soutien et ne demande qu'à l'apporter plus encore sans contrepartie et sans « entrisme » (ça n'a jamais été notre genre), elle ne peut reprendre à son compte slogans et tracts (voir la position ML 313 page 5) dont l'analyse politique (quand il y en a une...) relève du discours électoral le plus flagorneur, genre SMIC à 3 500 F. Par exemple, réclamer à Garges 100 F de diminution de loyer pour une pièce de 6 m<sup>2</sup> est une fantaisie sinistre car on admet implicitement qu'habiter 6 m<sup>2</sup> est supportable. Les propositions parcellaires et atomisées de lutte ne font que plaire aux résidents



Afin de clore une fois pour toutes cette polémique préjudiciable à tous, nous tenons à dire de façon très nette notre position.

1) si la Fédération Anarchiste n'apparaît pas ou peu dans ce combat, et le comité de coordination nous en fait reproche, peut-être faudrait-il qu'il se pose la question du pourquoi. Est-ce un « oubli » de notre part, est-ce un « désintéressement » ou plutôt n'est-ce pas la quasi impossibilité qu'ont les groupes FA ou toute autre personne de bonne volonté d'ailleurs, de s'intégrer aux comités de soutien, lesquels sont tenus fermement et bloqués par les maos. Pourquoi les comités de coordination ne se posent-ils pas la question simple : pour que les luttes aient une chance de réussite, il nous faut des comités de soutien très larges. Comment se fait-il qu'il y ait si peu d'organisations DIFFÉRENTES nous soutenant ? Que cela soit impossible, nous l'affirmons avec force et aussi sur la foi des témoignages recueillis sur le ML incriminé, pages 6 et 7, que nous citons : Question : « Et la LCR ? ». Réponse des résidents : « L'UCF... enfin la LCR ou l'UCF, c'est les mêmes, quelquefois c'est l'UCF, d'autres fois c'est le comité anti-expulsions, chaque fois elle change de nom pour revenir, disons soutenir. Mais on a trouvé qu'il fallait mieux qu'ils ne fassent

pour des raisons pratiques et pénuaires, mais ne font pas avancer d'un millimètre la condition globale de l'accueil des travailleurs. Pratiquement toutes les propositions formulées tendent à terme à renforcer leur « ghettoisation ».

4) pour illustrer encore plus une certaine pratique qui vous impose, et nous l'espérons à votre insu, à 17 h se tenait sur le terrain une réunion. Notre présence ne fut pas souhaitée par le « président » car il s'agissait d'une réunion strictement syndicale et de comités divers. Alors que pratiquement tous les participants ont une double appartenance, que nous sommes fatigués de les voir dans les AG parler au nom d'un parti, et retrouver ces mêmes têtes dans une réunion pour représenter un syndicat. A quoi riment ces propositions politiques autres ?

5) dans votre réponse vous nous demandez de ne pas nous poser en « conseillers » car votre expérience de 4 ans de lutte vous est suffisante. Pour vous répondre de même notre expérience de plus de 100 ans dans le mouvement ouvrier nous autorise à vous dire de vous méfier de vos trop bons amis. En ce qui concerne vos ennemis, nous avons les mêmes et nous nous en chargerons ensemble. Si vous le voulez.

Maurice DUMOND



## INFORMATIONS INTERNATIONALES

## pays de l'est

**TCHÉCOSLOVAQUIE** — Un des plus hauts dignitaires de l'URSS, Kossiguine, a assisté à la cérémonie de la mise en exploitation de la grande centrale nucléaire de Bratislava (ex-Presbourg). Il a déclaré que la construction accrue de centrales nucléaires était le souci majeur de l'URSS et était au premier rang du plan de l'économie. La visite de Kossiguine tendait aussi à encourager l'effort de la Tchécoslovaquie dans le domaine nucléaire : en effet, dans le programme du COMECON, si le gros œuvre des centrales nucléaires est fourni par l'URSS, tout ce qui intéresse l'électronique ou la mécanique de précision est à la charge de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'est.

**ALLEMAGNE DE L'EST** — La situation des médecins en RDA est si peu enviable que le nombre de ceux qui passent à l'ouest ne cesse de grandir. Durant les toutes dernières années 700 médecins ont été « achetés » par l'Allemagne fédérale, selon la procédure de « vente d'hommes » instituée par la RDA. Une récente conférence de presse a rendu publiques les raisons qui ont poussé ces médecins à fuir le régime politique de la RDA. Ce ne sont pas tant les rémunérations insuffisantes et les pressions politiques qui sont en cause : bien plutôt les conditions désastreuses qui rendent l'exercice de la profession difficile ou impossible. La prescription et l'usage des médicaments sont étroitement hiérarchisés en 3 classes. Dans la classe supérieure, le personnel dirigeant de la RDA - l'Appareil - a droit aux médicaments appropriés et coûteux fabriqués en ouest. Dans la 3<sup>e</sup> classe figurent les citoyens de peu d'importance, le vulgaire prolétariat, qui doit se contenter des rares médicaments produits en RDA. Cependant, on peut obtenir des médicaments de l'ouest, en faisant une demande qui suit la longue voie bureaucratique : on a le temps de mourir... avant d'avoir l'autorisation de se soigner!

Assister à des congrès médicaux à l'étranger, avoir libre accès à la presse médicale étran-

gère : autant de problèmes quasi insolubles. En revanche la part du marxisme-léninisme dans les études médicales est prépondérante, comme dans les autres facultés. Le médecin doit être un serviteur docile du régime, sinon les tracasseries commencent avec au bout « l'interdiction professionnelle ». Pour les récalcitrants, ils auront le sort du Dr. Klaus Mainz qui de septembre 77 à mai 78 a connu la prison de Cottbus : isolement dans une cellule de 2,2 m sur 1,8 m, non chauffée en hiver, dans des conditions d'hygiène lamentables.

Police d'Etat, prisons d'Etat, médecine d'Etat : telle est l'image de l'Etat socialiste.

**POLOGNE** — Le 18 avril, à Nova Huta près de Cracovie, le monument de Lenine a été victime d'un attentat qui a fait « sauter » une jambe de la statue. Le « Mouvement du 1<sup>er</sup> avril » (commando Dora Kaplan) a revendiqué cet attentat dans un communiqué : « *Mort à tous les tyrans quels qu'ils soient! Ayez le courage de lutter, ayez le courage de vaincre.* » Un pareil sacrilège - Lénine unijambiste - nécessitait une cérémonie expiatoire organisée par les autorités. On joua les hymnes nationaux polonais et russes qui furent suivis d'une partie « idéologique et artistique ». Il y eut aussi branlebas de combat dans la police qui se livra à des perquisitions chez une trentaine de suspects présumés.

## hollande

**LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ** Les syndicats se préparent à des oppositions - peut-être purement symboliques! - aux propositions d'austérité préparées par le gouvernement. Le 11 juin, les syndicats des chemins de fer ont annoncé une grève de 5 h à 9 h. Cette action - pourtant bien timide - tombe sous le coup de la loi, car la Hollande est toujours soumise à la loi anti-gréviste de 1902, le traité dit européen sur le droit de grève n'étant pas encore ratifié par le gouvernement néerlandais. D'autre part, les syndicats ont organisé pour le 12 juin une

journée de manifestation contre les mesures d'austérité. Les mesures impliquent :

- 1) une diminution de l'assistance sociale d'environ 50 F par mois.
- 2) une augmentation du prix du gaz et de l'électricité.
- 3) la contribution des parents aux crèches pour enfants est doublée et parfois quadruplée. Une telle mesure rend dans bien des cas impossible le travail pour les femmes mariées, car la contribution arrivera à dépasser les frais d'une garde privée pour enfants!
- 4) la diminution des salaires des fonctionnaires d'Etat ou assimilés.

## belgique

**CHARLEROI : LA GRÈVE DES ACEC** — Après trois mois de grève, les ACEC ont repris le travail le 18 juin. Le 13 avaient eu lieu de nouvelles négociations et le 14 l'assemblée générale acceptait à 67% les propositions patronales. La convention signée pour un an accorde 38 heures par semaine à partir du 18 juin, 37 h 1/2 à partir du 1<sup>er</sup> décembre et 3 F d'augmentation horaire, ainsi que 10 h de salaire supplémentaire dans le 13<sup>e</sup> mois. On est loin, comme on le voit, des 36 heures réclamées par les ouvriers... et encore plus loin des 35 h. Il se pourrait, en outre, que des restructurations de l'entreprise entraînent des licenciements. Cette longue grève a été conduite de façon « traditionnelle », sans faire appel à l'action directe des ouvriers, uniquement par des négociations entre le patronat et les représentants des syndicats. Est-ce la bonne méthode ?

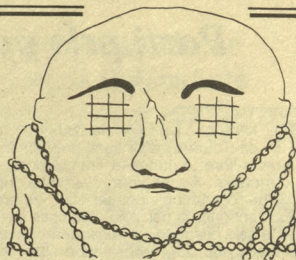
## allemande

**LE SORT DES PRISONNIERS** Le 6 juin, à la veille des élections européennes, les groupes allemands et belges de soutien aux prisonniers « terroristes » en Allemagne fédérale, ont occupé les bureaux de la Croix-Rouge à Bruxelles. Ils appelaient ainsi l'attention du Comité international de la Croix-Rouge sur les conditions de détention des détenus en Allemagne fédérale (inculpés d'appartenance à des organisations « illégales ou terroristes »).



Les occupants des bureaux de Bruxelles demandaient l'application aux prisonniers des garanties de la Convention de Genève, l'abolition de la détention d'isolement, le contrôle des conditions de détention par des organisations humanitaires internationales.

## Les bureaucrates de Prague à l'œuvre



**L** E 29 mai, à 5 heures du matin, la police tchécoslovaque arrête 10 militants de la Charte 77, parmi lesquels ses deux porte-paroles, Jiri Dienster et Vaclav Benda, et l'écrivain Vaclav Havel. Avant eux, l'un des plus anciens animateurs de la Charte 77 avait déjà été arrêté.

Il y a trois semaines, au terme d'un nouveau procès truqué, Jaroslav Sabata, le premier porte-parole de la Charte, déjà en prison, avait été condamné à purger 18 mois supplémentaires. Gravement malade, cette nouvelle condamnation risque de lui être fatale.

Parmi les emprisonnés :

— Peter Uhl est inculpé pour activités subversives et il risque pour cela de trois à dix ans de prison.

— Jiri Dienster et Vaclav Benda sont également inculpés pour activités subversives et risquent de un à cinq ans de prison.

— Vaclav Havel et J. Selikouva sont en prison sans que soit connu leur motif d'inculpation.

A ces dix arrestations vient s'ajouter celle de l'avocat Joseph Danisz, menacé de radiation du barreau pour avoir été le seul à défendre des chartistes et notamment Jaroslav Sabata.

Aucun doute n'est permis : les bureaucrates de Prague et leurs maîtres de Moscou veulent étouffer la voix de l'opposition tchécoslovaque. Bientôt, onze ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de la bureaucratie du Kremlin, ils cherchent à baillonner la voix de l'opposition renaissante, imposer la loi du silence dans les villes et les villages, les usines, les écoles et les facultés. Ils veulent écraser le mouvement qui monte à nouveau, non seulement en Tchécoslovaquie, mais aussi en Pologne, en Roumanie, dans toute l'Europe de l'est et en URSS même, pour les libertés et les droits du peuple, et notamment pour le droit imprescriptible pour la classe ouvrière de constituer librement ses syndicats, indépendamment du pouvoir haï des fascistes rouges.

Voilà pourquoi ceux qui dirigent le régime capitaliste d'Etat en Tchécoslovaquie veulent porter un coup fatal à l'ensemble du mouvement de la Charte 77 de défense des libertés.

Au moment même où Marchais et les bureaucrates du PCF proclament glorieusement, durant le 23<sup>e</sup> congrès, que le bilan des pays de l'est est « globalement positif », la répression s'abat violemment sur ceux qui osent courageusement s'élever contre le totalitarisme régnant en Tchécoslovaquie et dans les pays de l'est en général. Une campagne nationale et internationale doit se développer pour soutenir les militants de la Charte 77. Déjà une manifestation a rassemblé plus de 3 000 personnes à Paris devant l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Il faut empêcher la terreur stalinienne de se répandre!

Il faut arrêter le bras des bourreaux de Prague!

Il faut arracher la libération immédiate de Dienster, Benda, Havel, Uhl, Sabata et leurs camarades!

Face à la répression  
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Raymond P. - Gr. Maurice Fayolle de Tours

## Journées de solidarité avec les emprisonnés espagnols

Le comité régional de la C.N.T. de Catalogne organisera les 14 et 15 juillet 1979, des journées en faveur des prisonniers de l'Etat espagnol.

**Samedi 14 juillet : débats sur la situation carcérale de 11 h 30 à 14 h et de 16 h à 18 h à 21 h Récital**

**Dimanche 15 juillet : débats libres jusqu'à 12 h à partir de 12 h - Meeting**

les thèmes du meeting seront les suivants :

- les prisonniers de la CNT
- les prisonniers libertaires
- les femmes en prison
- COPEL (droit-commun)
- les prisonniers basques

Ces journées auront lieu à L'HOSPITALET (province de Barcelone), Parque Can Buxeres. Vous êtes tous invités à y aller.

## Chronique du goulag ordinaire



**R.D.A.** — Après Rhône-Poulenc, le Crédit Lyonnais, la Société Générale (voir ML précédents), Citroën... Creusot-Loire vient de se voir offrir une gracieuse permanence économique en RDA. Après avoir déjà construit deux usines chimiques et pétrochimiques, Creusot-Loire vient donc de conclure un contrat de près de 2 milliards de F avec la bourgeoisie d'Etat pour construire dans le Mecklembourg une usine d'engrais à Rostock.

— Le groupe automobile britannique GKN vient de signer une série d'accords avec la bourgeoisie locale afin de permettre à cette dernière de moderniser les poids lourds dont cette dernière a besoin. Les projets qui visent à renforcer l'infrastructure industrielle du Brandebourg et à accorder des licences pour permettre à l'Allemagne de l'est de construire elle-même ses propres chaînes de montage, se chiffrent à plusieurs milliards de F sonnants et trébuchants que les classes dirigeantes britannique et est-allemande vont s'empresser d'accumuler en extorquant le sur-travail du prolétariat du coin...

**POLOGNE** — Fiat vient de signer un accord de coopération d'une durée de 10 ans avec la clique Gierek and Co... Après avoir déjà construit à Bielsko-Biala une usine de voitures, Fiat, à partir des années 81, y montera plusieurs dizaines de milliers de voitures pour le marché intérieur polonais avec des éléments mixtes (polono-italien) ; et un nouveau véhicule destiné aux transports et à l'agriculture y sera lui aussi mis au point afin d'augmenter « la capacité productive » des travailleurs polonais, pour le plus grand profit de « qui vous savez »...

Gr. Commune de Kronstadt

(suite page 7)

(suite de la page 6)

## Chronique du goulag ordinaire

**CHINE** — Le fascisme en tant qu'expression dictatoriale et répressive d'une structure économique qui ne parvient pas à équilibrer ses mécanismes fondamentaux de production-consumption, est une grande famille au sein de laquelle, comme nous avons déjà eu maintes fois ici l'occasion de le démontrer, les crapules « rouges » sont loin de dédaigner leurs sœurs « brunes ». Aussi Pékin et Santiago viennent-ils une nouvelle fois de signer plusieurs accords importants suivant lesquels plusieurs missions commerciales chinoises devraient se rendre durant la présente année au « Chili très catholique » pour y prospecter les marchés du textile et du cuivre dans lesquels la bourgeoisie d'Etat chinoise entend bel et bien jouer un rôle certain.

— Alors qu'un taux de croissance de plus de 13% avait pu être atteint, quoiqu'avec difficulté, au cours des années précédentes, cette année, malgré toute la bonne volonté dont on fait preuve les maîtres en place pour faire davantage « œuvrer » le prolétariat à la modernisation du pays, celui-ci n'atteint que 8%.

Si tout au long des années passées les taux de production industrielle arrivaient généralement à atteindre le seuil des 10 à 15%, cette année ils dépasseront à peine les 8% pour l'industrie légère et 7,5% pour l'industrie lourde. Une fois de plus, encore et toujours le développement économique du capitalisme d'Etat en Chine est fondamentalement axé sur les surplus agricoles grâce auxquels la bourgeoisie d'Etat escompte relancer le développement industriel ; une augmentation de l'investissement agricole encore plus nette vient donc d'être décidée pour cette année. Alors qu'en 78 elle se chiffrait à plus de 10%, elle dépassera les 14% en 79. Avec un taux d'exploitation désormais sans cesse appelé à croître, avec en conséquence un processus d'extorsion de plus-value encore plus accéléré, le prolétariat rural va devoir retrousser les lambeaux misérables qui lui servent de manches.

— Un groupe de parachutistes militaires chinois diplomatiquement invité en France par le « haut état-major » de nos glorieuses crevures uniformisées, vient d'effectuer en ce début juillet un stage prolongé dans diverses écoles parachutistes françaises. Entre autres occupations ceux-ci pourront (merci beaucoup) participer aux championnats militaires de parachutisme français qui se dérouleront en ce début de vacances.

— Obéissant sincèrement, cela va de soi, à ses « protecteurs » pékinois, le P-C thailandaï et bien sûr pro-chinois vient de proposer très sérieusement au gouvernement fasciste du coin qui torture et emprisonne à qui mieux mieux, « une coopération temporaire afin de lutter contre la menace d'expansion vietnamienne... » (cela aussi s'appelle sans doute de la dialectique)...

— La bourgeoisie nord-américaine, toujours soucieuse de ménager ses nouvelles implantations en Chine tengxiaopingnienne, vient de signer un accord de coopération scientifique et médicale d'une durée de 5 ans avec le gouvernement en place...

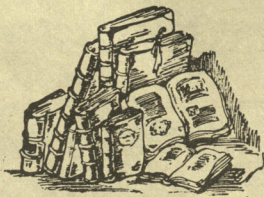


**AFGHANISTAN** — Au cours des affrontements violents qui se sont déroulés à Kaboul à la fin juin lorsque les opposants au régime Taraki inféodé à Moscou, ont manifesté contre celui-ci, les flics et les militaires locaux ont gentiment flingué une cinquantaine de personnes...

**U.R.S.S.** — Le salariat et l'Etat, quelles que soient les mystifications idéologiques et constitutionnelles derrière lesquelles ils se camouflent en dissimulant leurs intérêts véritables, étendent leur domaine d'exploitation et de répression sur la totalité du monde. Et les frères ennemis ont beau être ennemis ils sont avant tout frères contre le prolétariat mondial qu'ils asservissent. Ainsi pour le 1<sup>er</sup> trimestre de cette année 79, les importations soviétiques en provenance de l'enfer argentin ont atteint 32 millions de roubles, quant à celles en provenance du cimetière brésilien elles ont atteint les 30 millions de roubles (comme dirait Marchais, bilan économique globalement positif...).

— Selon un nouveau rapport d'Amnesty International, depuis les accords d'Helsinki d'août 75, 321 personnes ont été « officiellement condamnées » en URSS pour « exercice non-violent de leurs droits humains ». Certaines sont « incarcérées dans des institutions pénales caractérisées par une absence de soins médicaux, une sous-alimentation chronique et des travaux excessivement durs effectués dans des conditions malsaines et quelquefois physiquement dangereuses... » (bilan carcéral tout aussi globalement positif...).

— Deux cents iraniens qui avaient fui leur « impériale patrie » au début des années 50 et qui s'étaient alors réfugiés en URSS, sont à l'heure actuelle, officiellement bien sûr, « assignés à résidence » en Asie centrale et soumis à une interdiction non moins officielle de rejoindre leur pays...



Le livre de la semaine

par

Maurice JOYEUX

## La contestation

sa motivation, ses manifestations, son efficacité

par Aristide Lapeyre Edité par la Libre-Pensée Gironde

**J**e ne parle jamais dans cette rubrique de brochures. Je veux faire aujourd'hui une exception pour ce texte d'Aristide Lapeyre, qui fut un des plus remarquables conférenciers de notre mouvement anarchiste, et dont cette conférence est un modèle d'un genre où il excella.

Aristide Lapeyre fut un élève de la Ruche de Sébastien Faure. Et pendant cinquante ans il anima le mouvement anarchiste de la région du sud-ouest. On le trouve mêlé à tous les grands mouvements d'opinion qui agitent les esprits libres entre les deux guerres mondiales : manifestations en faveur de Germaine Berton, de Sacco et Vanzetti, de la révolution espagnole. Arrêté au début de la seconde guerre mondiale, il fut de ceux qui, avec Suzy Chevet, Maurice Laisant, Vincey et quelques autres dont je fus, reconstruisirent le mouvement anarchiste éparpillé par les événements. Nous le retrouvâmes à nos côtés aux moments tragiques de notre histoire où la Fédération Anarchiste risquait d'être colonisée par des politiciens sans scrupules. Ce fut dans toute l'acceptation du mot, un homme de race et un homme de bien dont le souvenir restera parmi nous. Un homme que le pouvoir qu'il haïssait, assassina!

Aristide Lapeyre ne fut pas un écrivain, mais un orateur de premier plan à une époque où l'art oratoire n'était pas encore déprécié au point de devenir à une tribune un simple exercice de lecture. Ce texte dont je veux parler en est la plus vivante affirmation.

Dans le discours d'Aristide Lapeyre, rien n'était laissé au hasard. Point de déclamations dramatiques, point de ces facultés qui font choc sur l'auditoire qui applaudit et oublie dans un même instant, point de cet à peu près qui donne bonne conscience et fait « instruit ». Dans une période où les discours fut une œuvre d'art que l'éditeur ne répugnait pas à relier, Aristide Lapeyre fut un maître-ouvrier pour qui des gens n'hésitaient pas à se déplacer pour écouter, même s'ils étaient animés par une philosophie différente. Et comme son vieux maître Sébastien Faure, il sillonna la France de ville en ville, amenant aux groupes anarchistes alors existants, des centaines de personnes que ces derniers ne surent pas toujours garder.

Ce texte mérite d'être lu car dans sa construction il est un exemple de la probité de l'auteur.

Dans sa première partie, Aristide nous décrit dans l'histoire, ses moyens successifs. Au passage il juge les civilisations, les religions, les gouvernements, puis les réactions de l'homme libre qui conteste et parce qu'il conteste, existe! Il nous rappelle les hommes qui jouèrent un rôle essentiel dans la contestation, en citant toute une littérature d'anarchistes et de libres penseurs qui s'opposèrent et parfois moururent pour défendre le droit de contester. Mais si Aristide parle histoire, il n'oublie jamais de relier celle-ci à l'histoire contemporaine aux événements de tous les jours.

Pour lui il n'existe pas de hiérarchie dans la contestation et il termine en remarquant :

« ... ils sont nombreux ceux qui, avec nous, ont essayé de dire tout haut ce que beaucoup pensent sans oser le dire. Nous sommes un élément de la contestation pratique de la construction constructive... »

Ce qui donne à Aristide Lapeyre une part dans l'art et la littérature, c'est la pureté de sa langue et la profondeur de sa pensée, et ceux qui ont eu le privilège d'entendre sa conférence sur Nietzsche ne me démentiront pas. Je vous recommande ce texte, suivi d'une courte biographie du militant. A une époque où la contestation a fait un pas de géant, peut-être pas toujours bien affirmé, il sera utile à ceux qui rêvent d'une contestation pratique et constructive ».

J'ai lu cette brochure avec émotion. Elle est mince, c'est vrai, mais elle pèse le poids du souvenir et de l'amitié, qui lui n'est pas mesurable!

## Chronique du spectacle vivant

Dans un précédent ML consacré au Café d'Edgar, j'avais dit tout le bien que je pensais (et que je continue de penser) d'un dénommé Jean Bourbon, chanteur de son état. J'avais parlé à cette occasion d'un petit cabaret où l'on pouvait l'entendre : « Le tire bouchon » à Montmartre.

Samedi dernier, j'ai pu constater que ce lieu est à l'intérieur infiniment plus sympathique que sa devanure lépreuse à l'extérieur laisse augurer.

J'y ai retrouvé, outre Jean Bourbon (enfin débarrassé de sa lamentable bande-orchestre, juste avec son guitariste c'est sans comparaison), un plateau pour une fois cohérent. Je suis tellement écœuré de spectacles où pour écouter un type bien il faut se farcir quatre ou cinq crétins hurlant bien fort rien ou à la rigueur trois fois rien, que je m'empresse de faire savoir aux lecteurs qu'un vrai cabaret tient encore debout.

D'abord Cyril Azzam. Musicalement, vocalement c'est impeccable. Petit reproche : pourquoi mettre tant de qualités au service de textes moyens ? Malgré cela l'ensemble est largement positif.

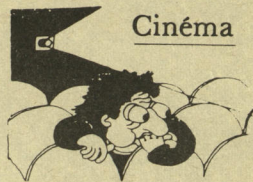
Puis Boris Santeff, auteur-compositeur. Une grande admiration pour Ferré, et il ne s'en cache pas ce qui est courageux car à notre époque il est de bon ton de cracher sur les chanteurs « reconnus » comme il est d'usage pour paraître bien de dire que les autres sont mauvais. Boris Santeff ne veut pas tomber dans ce panneau, ni dans celui d'être un Ferré aux petits pieds. Bravo.

Ensuite Michel Dejenneff, un ventri-loque. Je sais ce que vous pensez : encore un Courtois et son pingouin, encore des rires tarte-à-la-crème. Détrompez-vous, c'est tellement nouveau dans le genre qu'il faut assister aux dialogues pour s'en convaincre. C'est superbe et reconfortant.

J.J. JULIEN

\* Au tire bouchon, rue Norvins à Montmartre du jeudi au dimanche.

## Cinéma



## Torre Bella

**Q**ui a dit que faire du cinéma était chose ennuyeuse ? L'auteur du film Torre Bella, Thomas Harlan, démontre le contraire.

Celui-ci a planté ses caméras en avril 75 sur les territoires d'un duc portugais que ses paysans ont eu la malencontreuse (pour lui) idée d'expulser. Nous assistons, au fil des images, à la montée de la rage des hommes et des femmes du cru, pas forcément beaux, ni bien habillés, mais qui avaient d'instinct le ton juste, celui de la vie, de la révolte.

Le duc expulsé, les problèmes pratiques se posent. Comment va-t-on fonctionner ? Va-t-on accepter la main-mise des militaires du MFA sur l'expérience ? Et puis, toutes les vieilles habitudes de propriété, de jalousie surgissent. Souvent les discussions piteuses. Mais la coopérative, petit à petit, fonctionne sans chefs, sans militaires.

L'expérience de Torre Bella a duré 101 jours. Ensuite, plusieurs paysans ont été arrêtés, ont passé un an en prison. Libérés, ils ont aussitôt fait repartir l'expérience et de nouveau ont été arrêtés. Normal, non ?

Et si tous les paysans portugais avaient l'idée de faire la même chose, où irait-on ? Un très beau film.

Colette PIBAULT

## Spectacles à voir

La compagnie Miramont informe qu'elle jouera  
**LES JUSTES**  
d'Albert Camus

au festival d'Avignon « off »  
à la salle de la Reine Jeanne  
réservation : 86 04 99

et du 3 octobre  
au 3 novembre 1979  
au studio-théâtre 14  
20, rue Marc Sangnier  
Paris 13<sup>e</sup>  
réservation 365 15 73

\* \* \*

Jeudi 5 et vendredi 6 juillet  
au soir  
à la cantine-théâtre  
« Imagination »  
domaine de Bessille  
à Montagnac (Hérault)  
le groupe Ikaria  
interprète entre autres  
des poèmes et des chansons  
de Gaston Couté  
poète populaire beauceron

\* \* \*

Le ciné-club Généric  
46 rue de Romainville à Paris  
présente  
**MERCREDI 11 JUILLET**  
à 20 h  
**PIERROT LE FOU**  
de Jean-Luc Godard

\* \* \*

## Entretien avec trois lycéens de Bangui

## « OH, CAILLOU ! »

« Oh caillou ! » Tel a été le cri de ralliement des jeunes Centrafricains qui se sont depuis quelques mois, soulevés contre un des régimes les plus rétrogrades au monde. Aidés parfois par les étudiants, rarement soutenus par la population, les lycéens ont distribué des tracts, organisé des meetings, lancé des grèves générales. Sans autres armes que leurs cailloux, sans aucune expérience ni organisation politique, munis de leur seule volonté de vivre dans un monde plus juste et plus libre, ils ont fait trembler le régime. La seule réponse qu'a été capable de leur donner l'empereur a été à deux reprises le massacre, en janvier et en avril des centaines de jeunes sont morts.

A la veille des grandes vacances, alors que s'achève cette année scolaire fertile en événements, quel regard jettent-ils sur les mois qui viennent de s'écouler ? Comment voient-ils leur avenir ? Que pensent-ils de leurs professeurs ? des adultes en général ? de l'enseignement qu'ils reçoivent ? Trois parmi les lycéens qui ont activement participé aux événements de cette année, ont bien voulu nous répondre.

## Notes

(1) Les transports en commun sont presque inexistant, les routes à peine praticables. Peu d'élèves auraient les moyens de payer leur voyage. Il n'est pas rare de voir des gens parcourir des centaines de kilomètres à pieds.

(2) C'est par le terme de « moundjou » que les Centrafricains désignent les Blancs.

(3) A Bangui Le Monde coûte 215 F CFA, L'Observateur 600 F-CFA. Salaire moyen d'un boy : 10 000 F-CFA, salaire moyen d'un instituteur : 45 000 F-CFA. Il n'existe pratiquement pas de presse nationale.

— Comment s'annoncent les grandes vacances qui vont commencer dans quelques jours ?

A — Tout le monde vit dans l'inquiétude. Presque tous les élèves qui sont à Bangui sont envoyés en province par leurs parents. Les 3/4 des élèves qui ont déjà passé leurs examens doivent se trouver en province actuellement. Ce matin même j'ai rencontré un jeune qui partait à pieds dans son village (1).

— Mais pourquoi les gens sont-ils inquiets ?

A — La situation n'est pas stable. A l'étranger, des ambassadeurs démissionnent, des Centrafricains se regroupent. On se demande s'ils ne préparent pas une intervention dans le pays. Et puis dans beaucoup de familles des jeunes ont disparu en avril. La situation est tendue.

B — Pour le moment, il y a de l'orage dans le ciel. D'après les rumeurs il semblerait que l'empereur risque d'être évincé. Mais personnellement je pense que le peuple n'a pas pris conscience de la situation et, à moins que ce ne soit qu'un changement de personne pour continuer le même système, il n'y aura rien qui puisse vraiment transformer la situation. Il est possible que les fronts de libération qui se créent puissent évincer l'actuel chef d'Etat, mais le grand changement pour le peuple centrafricain n'est pas pour tout de suite.

— Que pensent les lycéens des adultes ? Quelle est leur opinion sur leur comportement au cours des événements de cette année ?

A — Au début les adultes pensaient que les élèves dérangeaient la tranquillité de la ville et qu'ils voulaient des choses qui n'étaient pas à leur niveau. C'est plus tard qu'ils ont commencé à prendre conscience, quand leur salaire a été augmenté, quand ils n'ont pas eu à payer les uniformes. Ils ont surtout pris conscience quand beaucoup de jeunes ont disparu, pendant les derniers événements. Alors maintenant ils ont l'idée de la vengeance, mais ils n'en ont pas les moyens.

C — Le peuple est mécontent, mais il ne peut pas agir. Il y a de la méfiance entre les parents et les enfants. Ce qui s'est passé cette année n'a pas vraiment touché les parents. Ils sont restés impassibles. Bien sûr, il y a eu les morts, là ils ont réagi. Mais je pense que, pour le moment, ce n'est pas par le peuple qu'on peut arriver à quelque chose. Il faut passer par les fronts de libération, par les pays étrangers. Nous, les jeunes, nous n'avons pas, comme les adultes, des intérêts à défendre. Il y a entre nous une certaine solidarité et c'est ce qui a fait que nous avons pu mener une certaine action.

— Les jeunes Centrafricains n'ont sans doute pas de grands intérêts à défendre mais leurs parents, qui perçoivent les salaires les plus bas de toute l'Afrique, parfois avec plusieurs mois de retard, ont-ils vraiment, eux, des intérêts à défendre ?

B — Evidemment, dans un premier temps, c'est ce qu'on peut penser, mais si on fait une analyse plus approfondie on voit qu'il y a d'abord une question de mentalité. La génération de nos parents a été élevée dans le respect de l'ordre établi. Tout ce qui est établi, c'est sacro-saint, c'est béni de Dieu, il faut le respecter. Si bien qu'ils sont très réticents quand il s'agit d'aller contre le pouvoir établi. Puisque c'est ainsi, c'est Dieu qui l'a voulu. Quant à ceux qui sont allés à l'école, ils ont appris la compétition. Surtout à l'époque coloniale, il fallait essayer de travailler par tous les moyens pour être parmi les meilleurs et avoir plus tard un métier de « moundjou » (2), un bon métier, avoir une bonne place dans l'Administration. C'était le culte de l'intérêt personnel qui prévalait. Les parents de ceux qui sont aujourd'hui adultes les stimulaient dans ce sens. Aujourd'hui, ceux qui ont un salaire très bas, qui passent parfois plusieurs mois sans être payés, commencent d'abord à la survie quotidienne. On vit au jour le jour. Il faut avoir à manger et garder le peu qu'on a plutôt que de prendre des risques pour changer quelque chose qui est déjà béni par Dieu et qu'il serait très difficile de changer. Au lieu de résoudre le problème en cherchant ses causes et en essayant d'agir dessus, ils préfèrent s'accommoder de la situation. Ils

cherchent à faire des petites affaires ou à cultiver un champ pour se nourrir.

— Y a-t-il des conflits entre les jeunes et leurs parents ?

C — Oui, dans certaines familles, mais dans la plupart des cas c'est plutôt l'indifférence. Les jeunes manifestent de l'indifférence à l'égard de tout ce qui se passe dans le monde des adultes. Et cela d'autant plus que le sens du dialogue entre parents et enfants n'est souvent pas très développé chez nous. Il y a peu de familles dans lesquelles on peut aborder les problèmes de fond.

A — Les élèves ont organisé des comités de sensibilisation et certains parents ont été convaincus. Et puis chaque fois que nous rentrions d'une réunion, nous passions du temps avec les parents pour leur expliquer. Souvent les parents comprenaient. Peut-être qu'ils n'ont pas la force de participer, mais ils commencent à comprendre.



— Les lycéens ont essayé d'organiser plusieurs grèves générales mais la plupart du temps les adultes n'ont pas suivi.

A — Mais oui, ils trouvaient que ce que les lycéens faisaient était un peu inutile. Ils ont peur de faire la grève, peur de perdre leur place. Mais quand ils se sont rendus compte que beaucoup d'élèves avaient disparu, ils ont commencé à réagir. Mais ils ne savent pas que faire.

— La presse française et internationale a beaucoup parlé de la Centrafrique ces dernières semaines. Qu'en avez-vous pensé ? Suivez-vous l'actualité ?

A — Depuis 2 mois tout le monde essaie d'écouter les radios étrangères. On écoute France-Inter, la BBC, la voix de l'Amérique. On veut savoir ce que l'empereur a dit à Kigali, quelles sont les déclarations du général-ambassadeur à Paris. Chaque fois que quelqu'un a entendu quelque chose d'intéressant, il va le raconter aux autres.

Pour les journaux, c'est plus difficile. Ils coûtent très cher (3). Et les journaux qui parlent de ce qui nous intéresse, c'est à dire de notre pays, sont interdits. Ils sont saisis à la censure.

— Le régime centrafricain ne peut se perpétuer que grâce à l'aide de la France. Une partie importante de cette aide, c'est la coopération. Déjà des professeurs français ont refusé un contrat de coopération

pour l'empire centrafricain. D'autres, qui travaillent ici, se demandent si rester ne signifie pas soutenir Bokassa. Qu'en pensez-vous ?

C — Moi, je suis très intrigué par ce qui concerne le pouvoir actuel. Il faudrait considérer les problèmes nationaux avant toute chose. L'attitude que des enseignants français pourraient prendre en refusant de venir enseigner en Centrafrique serait un soutien pour le peuple centrafricain. Je ne trouve pas qu'il faut tourner en rond. Il faut être clair. Cela permettrait peut-être de mettre en évidence l'incapacité du régime en place. Les Centrafricains devraient prendre leurs responsabilités. Ça les stimulerait.

B — Il est certain que tout système scolaire a pour but d'installer dans la jeunesse les fondements de la société établie. Par exemple, à travers le système des notes on établit une classification des gens. Les élèves apprennent ainsi qu'ils ne sont pas égaux. Par la suite, quand ils seront adultes ça ne les étonnera pas qu'il y en ait qui aient des rangs élevés alors que d'autres qui sont allés à la même école sont plutôt au bas de l'échelle de la société. Sous cet angle-là, la sélection essaie de justifier la structure inégalitaire de la société occidentale. Vu sous cet angle un professeur qui enseigne dans ce pays soutient la société en place. D'une certaine manière c'est le régime mais dans la mesure où on forme la jeunesse on ne sait pas ce que sera l'avenir du pays. Dire que c'est soutenir le régime, oui, dans un certain sens c'est vrai. Si ces professeurs-là ne viennent pas ça va créer un mécontentement dans la jeunesse. Ce mécontentement pourra devenir populaire et aboutir à l'évacuation du chef de l'Etat. Mais il faut aussi penser que les lycéens d'aujourd'hui sont les futurs cadres du pays. Les intellectuels travaillent d'abord pour leur pays. Il font méritamment fonctionner l'ordre établi mais je ne sais pas si tout le monde partage cet avis, ils travaillent aussi pour le peuple.

Si certains enseignants coopérants veulent ne pas venir travailler ici, je pense que c'est une arme à double tranchant. Ça aura des répercussions sur le régime, mais ça aura aussi des répercussions sur le peuple, sur le peuple qui lui est innocent. Refuser de venir travailler ici c'est aussi rejeter le peuple centrafricain, le condamner à vivre toujours dans l'ignorance.

A — C'est un problème très difficile. C'est un domaine hors de mon niveau mais j'essaie quand même de comprendre. Les coopérants n'instruisent pas seulement les enfants de Bokassa mais tous les fils du pays. Ce que les élèves ont fait cette année c'est le résultat de l'enseignement que nous avons reçu. Tout ce qu'on nous enseigne c'est pour que nous puissions réfléchir, que nous puissions prendre notre position d'homme, diriger notre pays. Un professeur ne peut pas nous dire : « Je te dis de faire ça ». Ça il ne peut pas. Mais il nous enseigne la démocratie, le communisme, tout un tas de choses. Et nous choisissons.

Nos parents, eux, sont ignorants. Mais nous, maintenant, nous comprenons bien. Si moi je travaille et qu'on me donne, par exemple, 10 000 F par mois, je vais travailler aujourd'hui, demain, mais après-demain j'irai voir mon patron et je lui demanderai une augmentation. Mais nos parents, ils restent 20 ans sans demander une augmentation. Ils ne savent pas ce qu'est une prime, une augmentation pour l'ancienneté, etc. Ils ne sont pas allés à l'école. Ils ne peuvent pas savoir.

Pour moi les professeurs sont très utiles, ils sont nécessaires dans la situation actuelle.

— L'un de vous parlait tout à l'heure du grand changement que vous attendiez. Pourrait-il préciser en quoi consisterait ce grand changement ?

B — Le grand changement pour le peuple ce sera quand dans notre pays l'homme pourra être homme, vivre pleinement, contribuer au développement de sa patrie, vivre quand même dans un minimum de justice, ne plus trop dépendre de l'arbitraire, de l'egoïsme. Ce grand changement consisterait en une révolution populaire qui pourrait permettre au pays de devenir une démocratie, un pays où les gens pourraient vivre librement, se sentir membres d'une société et non petite entité individuelle essayant de gagner sa vie au jour le jour.